



Performance et dysfonctionnements des institutions politiques provinciales dans un contexte de décentralisation inachevée en République Démocratique du Congo:

Etude de cas du Kasai-Oriental (2019–2025)

Sebat MUTWALA MWANZA¹

UNIVERSITE PEDAGOGIQUE NATIONALE

Résumé

Notre étude analyse le fonctionnement des institutions politiques provinciales dans un contexte de décentralisation inachevée en République Démocratique du Congo, à partir du cas de la province du Kasai-Oriental sur la période 2019–2025. L'étude adopte une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire et la réalisation de 60 entretiens semi-directifs auprès d'acteurs institutionnels, administratifs et de la société civile. Les résultats mettent en évidence une instabilité institutionnelle persistante, caractérisée par des conflits entre l'exécutif et le législatif provincial, une utilisation stratégique des mécanismes de contrôle politique et une faible collaboration interinstitutionnelle. Ils révèlent également des contraintes structurelles majeures liées à une autonomie financière limitée, à un transfert incomplet des compétences et à l'influence du pouvoir central. Par ailleurs, la gouvernance provinciale apparaît fragilisée par des pratiques de corruption, un déficit de transparence et une faible redevabilité. Ces dysfonctionnements ont des impacts significatifs sur la performance des institutions et sur le développement local, notamment en termes de dégradation des services publics et de perte de confiance des citoyens. L'étude conclut que la décentralisation en RDC reste largement inachevée et appelle à des réformes structurelles pour renforcer la gouvernance provinciale.

Mots-clés: décentralisation, gouvernance locale, institutions provinciales, instabilité politique, RDC, Kasai-Oriental etc.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.19462899>

1. Introduction

Depuis l'adoption de la Constitution du 18 février 2006, la République Démocratique du Congo (RDC) s'est engagée dans un processus ambitieux de décentralisation visant à rapprocher l'État des citoyens et à améliorer la gouvernance publique à travers un transfert effectif de compétences et de ressources vers les provinces. Ce modèle s'inscrit dans une dynamique globale observée dans plusieurs pays africains, où la décentralisation est présentée comme un levier de démocratisation, d'efficacité administrative et de développement local (Smoke, 2015; Faguet, 2014). En théorie, la décentralisation congolaise repose sur le principe de la libre administration des provinces, dotées d'une autonomie politique, administrative et financière, avec des institutions distinctes comprenant notamment une Assemblée provinciale (organe délibérant) et un Gouvernement provincial (organe exécutif).

¹ Apprenant au troisième cycle (DEA) en sciences politiques et administratives à l'Université Pédagogique Nationale

Ce cadre institutionnel est censé favoriser une gouvernance de proximité, améliorer la prestation des services publics et renforcer la participation citoyenne (Ribot, 2002 ; World Bank, 2017). Cependant, près de deux décennies après sa mise en œuvre, de nombreuses études soulignent le caractère inachevé et problématique du processus de décentralisation en RDC. Plusieurs auteurs mettent en évidence la persistance d'un centralisme de fait, caractérisé par une rétention des ressources financières par le pouvoir central, un transfert incomplet des compétences, ainsi que des interférences politiques dans la gestion des provinces (Tshiyembe, 2012 ; Kumbu, 2016 ; Yuma, 2016).

A cela s'ajoutent des contraintes structurelles internes aux provinces, notamment la faiblesse des capacités institutionnelles, la politisation de l'administration, et la prévalence de pratiques de mauvaise gouvernance telles que la corruption et le clientélisme (Olowu & Wunsch, 2004 ; Crook, 2003). Dans ce contexte, le fonctionnement des institutions politiques provinciales apparaît comme un enjeu central pour l'effectivité de la décentralisation. En particulier, les relations entre l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial sont souvent marquées par des tensions, des conflits de pouvoir et une instabilité politique chronique, notamment à travers l'usage récurrent des motions de censure et de défiance. Ces dynamiques institutionnelles fragilisent la continuité de l'action publique et compromettent la mise en œuvre des politiques de développement (Bierschenk & Olivier de Sardan, 2014).

La province du Kasai-Oriental constitue un terrain d'analyse pertinent pour examiner ces problématiques. Depuis l'alternance politique de 2019 en RDC, cette province a connu une instabilité institutionnelle notable, illustrée par des destitutions répétées de gouverneurs, des conflits entre organes provinciaux et une difficulté manifeste à répondre aux attentes croissantes de la population en matière de gouvernance et de développement. Malgré son importance stratégique et ses ressources naturelles, le Kasai-Oriental demeure confronté à des défis structurels qui entravent la performance de ses institutions politiques. Dès lors, la question centrale qui guide cette étude est la suivante: dans quelle mesure les institutions politiques provinciales du Kasai-Oriental fonctionnent-elles conformément au cadre de la décentralisation, et quels sont les facteurs explicatifs de leurs dysfonctionnements?

Pour répondre à cette interrogation, cette recherche poursuit un double objectif. D'une part, elle vise à analyser le fonctionnement réel des institutions politiques provinciales, en mettant un accent particulier sur les interactions entre l'exécutif et le législatif provincial. D'autre part, elle cherche à identifier les facteurs structurels, politiques et institutionnels qui limitent leur performance dans un contexte de décentralisation inachevée.

L'intérêt de cette étude est multiple. Sur le plan scientifique, elle contribue à enrichir la littérature sur la décentralisation et la gouvernance en Afrique subsaharienne, en apportant des données empiriques récentes sur un contexte encore peu documenté, notamment pour la période post-2019 en RDC. Elle permet également de mieux comprendre les dynamiques du régionalisme politique congolais et les limites de son opérationnalisation. Sur le plan pratique, les résultats de cette recherche peuvent éclairer les décideurs publics et les acteurs institutionnels sur les réformes nécessaires pour améliorer le fonctionnement des institutions provinciales et renforcer la gouvernance locale. Enfin, sur le plan social et politique, cette étude met en lumière les implications des dysfonctionnements institutionnels sur le développement local et la satisfaction des besoins des populations.

Ainsi, en articulant analyse institutionnelle et approche empirique, cet article ambitionne de fournir une lecture critique du processus de décentralisation en RDC à partir du cas du Kasai-Oriental, en mettant en évidence les écarts entre les normes juridiques et les pratiques politiques effectives.

2. Milieu d'étude

La présente étude a été menée dans la province du Kasai-Oriental, située dans la partie centrale de la République Démocratique du Congo. Issue du processus de découpage territorial intervenu en 2015, cette province constitue aujourd'hui une entité politico-administrative stratégique, tant par sa position géographique que par son potentiel économique, notamment lié à l'exploitation des ressources minières.

Le Kasai-Oriental est caractérisé par une organisation institutionnelle conforme aux dispositions de la Constitution du 18 février 2006, reposant sur un système provincial dual composé d'un organe délibérant (Assemblée provinciale) et d'un organe exécutif (Gouvernement provincial). Ces institutions sont censées fonctionner dans un cadre de collaboration et de contrôle réciproque, conformément aux Principes du régionalisme politique congolais.

Sur le plan socio-politique, la province se distingue par une forte densité démographique et par des attentes sociales élevées en matière de gouvernance, d'accès aux services publics et de développement socio-économique. Toutefois, elle est également marquée par des fragilités institutionnelles importantes, notamment une instabilité politique récurrente, des tensions entre les acteurs institutionnels et une faible capacité de mise en œuvre des politiques publiques.

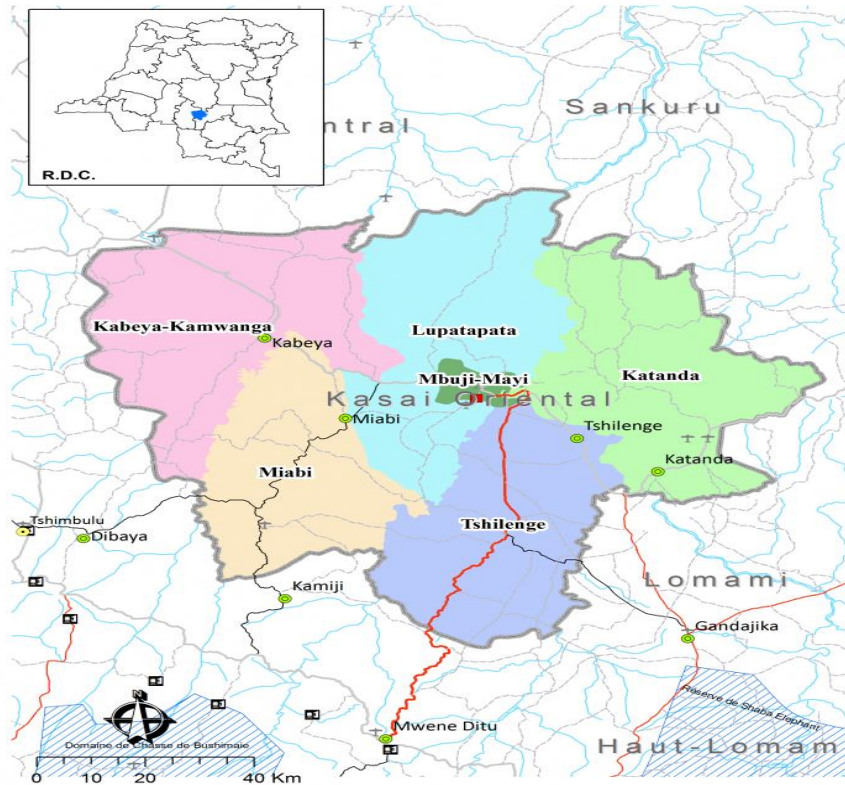


Figure 1: Localisation de la province du Kasai-Oriental en République Démocratique du Congo

Entre 2019 et 2025, période correspondant à l'alternance politique au sommet de l'État, le Kasai-Oriental a connu plusieurs crises institutionnelles, caractérisées par des destitutions successives de gouverneurs, des conflits entre l'exécutif et le législatif provincial, ainsi qu'une contestation croissante de la légitimité et de la performance des institutions provinciales. Ce contexte en fait un terrain particulièrement pertinent pour analyser les dynamiques de fonctionnement des institutions politiques provinciales dans un environnement de décentralisation inachevée.

3. Méthodologie

3.1 Approche de recherche

Cette étude s'inscrit dans une approche qualitative de type compréhensif, visant à analyser en profondeur les mécanismes de fonctionnement des institutions politiques provinciales ainsi que les logiques d'acteurs qui les sous-tendent. Ce choix méthodologique se justifie par la complexité du phénomène étudié, qui nécessite une interprétation fine des pratiques institutionnelles, des interactions politiques et des perceptions des acteurs (Denzin & Lincoln, 2018).

L'analyse repose sur le modèle du décideur rationnel, mobilisé comme cadre analytique pour comprendre les comportements des acteurs institutionnels dans un contexte de contraintes politiques, économiques et organisationnelles (Muller & Surel, 1998).

3.2 Méthodes de collecte des données

Deux principales techniques de collecte des données ont été utilisées: l'observation documentaire, Les entretiens semi-directifs.

3.2.1. Observation documentaire

Cette méthode a consisté en l'analyse approfondie de documents officiels et scientifiques, notamment:

- la Constitution de la République Démocratique du Congo (2006) ;
- la loi n°08/012 relative à la libre administration des provinces ;
- des rapports institutionnels ;
- des ouvrages et articles scientifiques sur la décentralisation et la gouvernance en RDC.

Cette démarche a permis de cerner le cadre normatif et théorique régissant le fonctionnement des institutions provinciales.

3.2.2. Entretiens semi-directifs

Des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès d'un échantillon diversifié d'acteurs impliqués dans la gouvernance provinciale, notamment:

- membres du Gouvernement provincial ;
- députés provinciaux ;
- personnels administratifs des institutions ;
- acteurs de la société civile ;
- analystes politiques.

Au total, 60 entretiens ont été conduits sur la base d'un guide structuré autour de trois thématiques principales:

- le fonctionnement des institutions provinciales ;
- le respect des textes juridiques ;
- Les défis et enjeux de gouvernance.

Les entretiens ont permis de recueillir des données qualitatives riches, reflétant les perceptions, les expériences et les analyses des acteurs de terrain.

3.3 Méthode d'échantillonnage

L'étude a reposé sur un échantillonnage raisonné (non probabiliste), basé sur la pertinence et la position stratégique des acteurs sélectionnés dans le système institutionnel provincial. Ce choix se justifie par la volonté de cibler des informateurs clés disposant d'une connaissance approfondie du fonctionnement des institutions (Patton, 2002).

3.4 Méthodes d'analyse des données

Les données collectées ont été soumises à une analyse de contenu thématique (Bardin, 2013). Cette approche a consisté à:

- transcrire les entretiens ;
- coder les données selon des catégories analytiques ;
- Identifier les régularités, les divergences et les logiques discursives.

Une triangulation des sources (documents et entretiens) a été réalisée afin de renforcer la validité des résultats et de limiter les biais d'interprétation (Flick, 2018).

3.5 Considérations éthiques

L'étude a respecté les Principes éthiques de la recherche en sciences sociales:

- anonymat des enquêtés ;
- consentement éclairé des participants ;
- Confidentialité des informations recueillies.

3.6 Limites de l'étude

Certaines limites doivent être soulignées:

- difficulté d'accès à certains acteurs institutionnels ;
- disponibilité limitée des enquêtés ;
- taille restreinte de l'échantillon en raison de contraintes logistiques et financières.

Malgré ces contraintes, les données recueillies présentent une richesse analytique suffisante pour répondre aux objectifs de la recherche.

4. Résultats

4.1. Profil des acteurs enquêtés Profil des acteurs enquêtés dans la province du Kasai-Oriental

Tableau 1: Profil des acteurs enquêtés dans la province du Kasai-Oriental

Catégorie d'acteurs	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Membres du Gouvernement provincial	12	20 %
Députés provinciaux	15	25 %
Agents administratifs	8	13,3 %
Société civile	15	25 %
Analystes politiques / experts	10	16,7 %
Total	60	100 %

La diversité des acteurs interrogés garantit une représentativité qualitative élevée et permet une triangulation efficace des données. La forte proportion de décideurs politiques (45 %) combinée à celle des acteurs sociaux (25 %) renforce la robustesse analytique en intégrant à la fois les perspectives institutionnelles et citoyennes.

4.2. Perception de l'instabilité institutionnelle dans la province du Kasai-Oriental

Tableau 2: Perception de l'instabilité institutionnelle dans la province du Kasai-Oriental

Indicateur	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Perçoivent une forte instabilité	50	83 %
Ne perçoivent pas d'instabilité significative	10	17 %
Total	60	100 %

Une large majorité des enquêtés (83 %) confirme l'existence d'une instabilité institutionnelle structurelle. Ce consensus transversal entre acteurs politiques et sociaux indique que l'instabilité n'est pas conjoncturelle mais

constitue une caractéristique systémique du fonctionnement institutionnel provincial. Cela traduit une fragilité du cadre de gouvernance et une faible consolidation des institutions démocratiques.

4.3 Nature des relations entre exécutif et législatif provincial dans la province du Kasai-Oriental

Tableau 3 : Nature des relations entre exécutif et législatif provincial dans la province du Kasai-Oriental

Type de relation perçue	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Conflictuelle	43	72 %
Faiblement collaborative	11	18 %
Collaborative	6	10 %
Total	60	100 %

Les résultats révèlent une domination des relations conflictuelles (72 %) entre les institutions provinciales. Cette configuration traduit un dysfonctionnement du principe de séparation et de collaboration des pouvoirs. La faiblesse des relations collaboratives (10 %) souligne l'absence d'une culture institutionnelle coopérative, indispensable à la stabilité politique et à l'efficacité de l'action publique.

4.4. Contraintes structurelles de la décentralisation dans la province du Kasai-Oriental

Tableau 4: Contraintes structurelles de la décentralisation dans la province du Kasai-Oriental

Contraintes identifiées	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Manque d'autonomie financière	53	88 %
Non-respect de la retrocession	49	81 %
Faible transfert des compétences	45	75 %
Total des répondants concernés	60	-

Les résultats mettent en évidence une décentralisation incomplète, dominée par des contraintes financières et institutionnelles. Le manque d'autonomie financière (88 %) apparaît comme le principal facteur limitant, confirmant que la décentralisation en RDC reste largement formelle. Cette situation compromet la capacité des provinces à exercer efficacement leurs compétences et à impulser le développement local.

4.5. Perception de la gouvernance provincial dans le Kasai-Oriental

Tableau 5: Perception de la gouvernance provincial dans le Kasai-Oriental

Indicateur de gouvernance	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Gestion peu transparente	42	70 %
Existence de pratiques de corruption	39	65 %
Faible redevabilité	49	82 %
Total des répondants concernés	60	—

Les perceptions des acteurs traduisent une crise de gouvernance, caractérisée par un déficit de transparence, une faible redevabilité et la persistance de pratiques de corruption. Le taux élevé de perception d'absence de redevabilité (82 %) est particulièrement révélateur d'un dysfonctionnement des mécanismes de contrôle et de responsabilisation des acteurs publics.

4.6. Impact des dysfonctionnements sur la population

Tableau 6: Impact des dysfonctionnements sur la population dans la province du Kasai-Oriental

Effets observés	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Non-satisfaction des attentes	51	85 %
Dégradation des services publics	46	77 %
Perte de confiance envers institutions	41	68 %
Total des répondants concernés	60	—

Les résultats montrent que les dysfonctionnements institutionnels ont un impact direct sur le bien-être des populations. Le niveau élevé de non-satisfaction (85 %) traduit un décalage important entre les attentes citoyennes et les performances institutionnelles. La perte de confiance (68 %) constitue un signal critique pouvant affecter la légitimité des institutions et la stabilité politique à long terme.

4.7. Synthèse analytique globale

L'analyse croisée des tableaux met en évidence une configuration systémique de fragilité institutionnelle, articulée autour de trois dimensions majeures :

- Instabilité politique structurelle, alimentée par des conflits interinstitutionnels;
- Décentralisation inachevée, caractérisée par une autonomie limitée des provinces;
- Déficit de gouvernance, affectant la performance institutionnelle et la confiance citoyenne

Ces résultats confirment que les institutions provinciales du Kasai-Oriental fonctionnent dans un environnement contraint, où les normes juridiques coexistent avec des pratiques politiques informelles.

5. Discussion

Les résultats empiriques obtenus mettent en évidence une série de dysfonctionnements structurels et fonctionnels des institutions politiques provinciales du Kasai-Oriental, qui s'inscrivent dans une problématique plus large liée à la mise en œuvre inachevée de la décentralisation en République Démocratique du Congo.

L'instabilité institutionnelle observée (83 % des enquêtés) confirme que les mécanismes formels de contrôle démocratique, notamment les motions de censure, sont largement détournés de leur finalité normative. Au lieu de garantir la redevabilité de l'exécutif, ils deviennent des instruments de lutte politique, contribuant à fragiliser la continuité de l'action publique.

Ce constat rejoint les analyses de Bierschenk et Olivier de Sardan (2014), qui montrent que dans de nombreux contextes africains, les institutions formelles sont souvent réappropriées par des logiques informelles de pouvoir.

De même, Crook (2003) souligne que la décentralisation peut renforcer les rivalités politiques locales en l'absence de mécanismes institutionnels stabilisés. Ainsi, l'instabilité observée dans le Kasai-Oriental traduit moins un excès de démocratie qu'un déficit d'institutionnalisation des pratiques démocratiques, où les règles du jeu politique ne sont pas suffisamment internalisées par les acteurs.

La prédominance des relations conflictuelles (72 %) entre l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial met en évidence un déséquilibre dans le fonctionnement du système institutionnel. En théorie, la séparation des pouvoirs vise à instaurer un équilibre dynamique fondé sur le contrôle et la collaboration. Toutefois, les résultats

montrent une survalorisation du pouvoir de contrôle au détriment de la coopération institutionnelle. Cette situation correspond à ce que Shah (2006) qualifie de parlementarisme dysfonctionnel, caractérisé par une absence de coordination entre les organes politiques.

Olowu et Wunsch (2004) insistent également sur le fait que la gouvernance locale efficace repose sur des relations de complémentarité institutionnelle, condition largement absente dans le cas étudié.

En conséquence, les tensions interinstitutionnelles observées contribuent à une paralysie décisionnelle, limitant la capacité des institutions à répondre efficacement aux besoins de la population.

Les résultats relatifs aux contraintes structurelles (88 % pour le manque d'autonomie financière, 81 % pour le non-respect de la rétrocession) confirment que la décentralisation en RDC reste largement incomplète. Bien que le cadre juridique reconnaisse l'autonomie des provinces, sa mise en œuvre effective demeure limitée.

Ces observations sont en cohérence avec les travaux de Smoke (2015), qui souligne que la réussite de la décentralisation repose sur un alignement effectif entre compétences, ressources et capacités institutionnelles. En l'absence de cet alignement, la décentralisation produit des effets limités, voire contre-productifs. Faguet (2014) ajoute que la décentralisation ne peut améliorer la gouvernance que si les entités locales disposent d'un véritable pouvoir décisionnel. Or, dans le cas du Kasai-Oriental, la dépendance vis-à-vis du pouvoir central réduit considérablement la marge de manœuvre des institutions provinciales. Ainsi, la décentralisation congolaise apparaît comme une décentralisation de façade, caractérisée par une autonomie juridique sans autonomie réelle.

Les perceptions liées à la gouvernance (70 % de manque de transparence, 65 % de corruption, 82 % de faible redevabilité) traduisent une prégnance des pratiques informelles dans la gestion des affaires publiques. Ces pratiques s'inscrivent dans ce que Bayart (2009) décrit comme la « politique du ventre », où les ressources publiques sont utilisées à des fins de consolidation de réseaux politiques et clientélistes.

Olivier de Sardan (2015) met également en évidence la coexistence de normes officielles et de normes pratiques, ces dernières structurant largement les comportements des acteurs dans les contextes africains. Dans cette perspective, les dysfonctionnements observés ne relèvent pas uniquement d'un déficit institutionnel, mais aussi d'une logique systémique de gouvernance informelle.

Ces pratiques affectent directement la crédibilité des institutions et contribuent à une perte de confiance des citoyens, comme le montrent les résultats empiriques.

Les impacts identifiés (85 % de non-satisfaction, 77 % de dégradation des services publics, 68 % de perte de confiance) illustrent les conséquences concrètes des dysfonctionnements institutionnels sur les populations. Ces résultats confirment que la qualité des institutions constitue un facteur déterminant du développement, comme le démontrent Acemoglu et Robinson (2012).

Lorsque les institutions sont instables, peu transparentes et faiblement redevables, leur capacité à produire des biens publics est fortement compromise. Dans le cas du Kasai-Oriental, cette situation se traduit par une faible performance des politiques publiques et une incapacité à répondre aux attentes sociales.

En outre, la perte de confiance des citoyens constitue un enjeu majeur, susceptible d'affecter la légitimité des institutions et de fragiliser davantage le système politique local.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser le fonctionnement des institutions politiques provinciales dans un contexte de décentralisation inachevée, à partir du cas du Kasai-Oriental. Les résultats empiriques et leur discussion mettent en évidence une fragilité structurelle du système institutionnel provincial, caractérisée par une instabilité politique persistante, des relations interinstitutionnelles conflictuelles, une autonomie limitée et une gouvernance marquée par des pratiques informelles.

Ces dysfonctionnements traduisent un écart significatif entre le cadre normatif de la décentralisation et sa mise en œuvre effective. Ils révèlent que la décentralisation en RDC, bien qu'ambitieuse dans ses principes, reste confrontée à des contraintes structurelles, politiques et institutionnelles qui en limitent l'efficacité.

Sur le plan pratique, ces résultats appellent à des réformes profondes, notamment:

- le renforcement de l'autonomie financière des provinces ;
- la clarification des rôles institutionnels ;
- la consolidation des mécanismes de redevabilité ;
- La promotion d'une culture de gouvernance basée sur la transparence et la collaboration.

En définitive, l'amélioration de la performance des institutions provinciales constitue une condition essentielle pour assurer l'effectivité de la décentralisation et promouvoir un développement local durable en RDC.

Références bibliographiques

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Business.
- Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu* (2^e éd.). Presses Universitaires de France.
- Bayart, J.-F. (2009). *L'État en Afrique: La politique du ventre*. Fayard.
- Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. (2014). *States at Work: Dynamics of African Bureaucracies*. Brill.
- Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. (2014). *States at work: Dynamics of African bureaucracies*. Brill.
- Crook, R. (2003). Decentralisation and poverty reduction in Africa. *Public Administration and Development*, 23(1), 77–88.
- Crook, R. (2003). Decentralisation and poverty reduction. *Public Administration and Development*, 23(1), 77–88.
- Crook, R. C. (2003). Decentralisation and poverty reduction in Africa: The politics of local–central relations. *Public Administration and Development*, 23(1), 77–88. <https://doi.org/10.1002/pad.261>
- Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (2018). *The Sage Handbook of Qualitative Research*. Sage.
- Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (2018). *The Sage handbook of qualitative research* (5th ed.). Sage Publications.
- Faguet, J.-P. (2014). Decentralization and governance. *World Development*, 53, 2–13. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.01.002>
- Flick, U. (2018). *An introduction to qualitative research* (6th Ed.). Sage Publications.
- Kumbu, J.-M. (2016). *La décentralisation territoriale en République Démocratique du Congo: Enjeux et perspectives*. L'Harmattan.
- Muller, P., & Surel, Y. (1998). *L'analyse des politiques publiques*. Montchrestien.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2015). *La revanche des contextes: Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà*. Karthala.
- Olowu, D., & Wunsch, J. S. (2004). *Local governance in Africa: The challenges of democratic decentralization*. Lynne Rienner Publishers.
- Patton, M. Q. (2002). *Qualitative research and evaluation methods* (3rd ed.). Sage Publications.
- Ribot, J. C. (2002). *Democratic decentralization of natural resources: Institutionalizing popular participation*. World Resources Institute.
- Shah, A. (2006). *Local governance in developing countries*. World Bank Publications.
- Smoke, P. (2015). Rethinking decentralization: Assessing challenges to a popular public sector reform. *Public Administration and Development*, 35(2), 97–112. <https://doi.org/10.1002/pad.1703>
- Tshiyembe, M. (2012). Gouvernance et décentralisation en République Démocratique du Congo. *Revue Africaine de Science Politique*, 7(2), 45–68.
- World Bank. (2017). *Decentralization and subnational service delivery in Africa*. World Bank.
- Yuma, S. (2016). *Décentralisation en République Démocratique du Congo : Enjeux, défis et perspectives*. Éditions Universitaires Africaines.